

PÉNURIE DES EAUX MINÉRALES EMBOUTEILLÉES

Producteurs et distributeurs se rejettent la responsabilité

La distribution des bouteilles d'eau minérale reprend progressivement, notamment dans la capitale, après deux semaines de pénurie dont les producteurs et les distributeurs se rejettent la responsabilité.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Des fardeaux de quelques marques d'eaux minérales embouteillées étaient disponibles avant-hier et hier dans quelques commerces de la capitale. La distribution semble reprendre progressivement, dans certaines superettes et épiceries, après deux semaines de pénurie de ce produit. Une pénurie qui a débuté quelques jours avant la fête de l'Aïd et qui s'est poursuivie les jours suivants, au grand dam des consommateurs et des commerçants. Une situation qui a suscité le mécontentement, en cette période caniculaire, mais aussi l'incompréhension. Incompréhension dans la mesure où le produit existe, selon le président de l'Association des producteurs algériens de boissons (APAB), contacté hier.

Ecartant toute perturbation de la production, Ali Hamani affirme que les unités de production fonctionnent normalement, ont constitué des stocks et «anticipent toujours», notamment durant la période estivale où la demande en eaux minérales et gazeuses s'accroît. Il n'y a pas de rupture de la chaîne de production en haute saison, précise-t-il, d'autant que les départs en congé en cette période ne sont pas permis et que les infrastructures commerciales de gros ont été alimentées normalement.

Pourtant, l'on évoque ici et là le cas de plusieurs unités à l'arrêt depuis la fin du mois de Ramadan. Et d'autant que la chaîne de distribution a été perturbée, notamment par les départs en congé de certains travailleurs, l'absentéisme en cette période estivale et de fêtes ainsi que par l'épuisement de certains stocks. Ce qui a provoqué des retards dans la livraison.

Ainsi, le produit manque sur le marché de détail, une situation qui suscite néanmoins l'incompréhension du dirigeant de l'APAB. «Nous ne comprenons pas pourquoi l'on est arrivé à cette situation», dira Ali Hamani qui assure que les producteurs ne sont nullement responsables de la pénurie et n'ont aucun intérêt à encourager la rétention du produit.

Le problème se pose plutôt au niveau du circuit de distribution, argue le président de l'APAB qui n'écarte pas la volonté, ici et là, d'entretenir la spéculation pour pousser les prix à la hausse. Or, dans la mesure où ce sont les producteurs eux-mêmes qui ont choisi leurs distributeurs au niveau du gros, la situation interpelle donc l'APAB.

L'APAB en réunion jeudi

A ce propos, Ali Hamani observe que les professionnels ont pris en considération cette question et



Photo : Samir Sid.

qu'une réunion est prévue en fin de semaine. Il s'agira, a indiqué le dirigeant de l'APAB, d'analyser la situation et de prendre les mesures adéquates.

Outre des sanctions à l'encontre de certains distributeurs, on n'écarte pas la possibilité que les producteurs constituent leurs propres réseaux de distribution.

Ce constat n'est pas toutefois partagé au niveau de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) qui récuse toute responsabilité des distributeurs et commerçants de gros et

de détail dans cette pénurie. Selon le porte-parole de l'UGCAA, Hadj Tahar Boulououar, contacté, ce sont les producteurs qui n'ont pas été au rendez-vous, d'autant que la production est restée stable alors que la demande s'est accrue, notamment en cette période caniculaire.

Il y a un déficit de 30 à 40% de l'offre, relève ce dirigeant de l'UGCAA qui impute la responsabilité aux producteurs, incapables donc de prévoir la hausse de la demande et de s'y préparer. Ainsi, il estime que les producteurs auraient

dû anticiper, voire sévir si des dysfonctionnements dans la chaîne de distribution étaient avérés.

Ils pourraient arrêter une liste des distributeurs qui ont «failli» et la transmettre aux instances concernées, dira Tahar Boulououar qui relève, justement, que le réseau de distribution est du choix exclusif des producteurs.

Rappelons que l'Algérie produit annuellement 1,4 milliard de litres d'eaux minérales, un marché dominé par plusieurs producteurs nationaux.

C. B.

MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

Des récoltes de pomme de terre pourrie

Le problème de manque de main-d'œuvre agricole se pose avec acuité. D'où les pertes sur la récolte de la pomme de terre enregistrées par les agriculteurs dans différentes wilayas.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - En cette période de grandes chaleurs, beaucoup d'agriculteurs enregistrent des pertes sur la récolte de la pomme de terre, restée pourrie sous le sol. Ils souffrent d'un manque «flagrant» de main-d'œuvre agricole et la mécanisation demeure «inaccessible» pour nombre d'entre eux. Faut-il alors aller vers l'«importation» des pays voisins de la main-d'œuvre ?

Dans certaines wilayas, grandes productrices de la pomme de terre, telles que Aïn Defla, El Oued, Biskra, Boumerdès et Bouira, les agriculteurs ne cachent pas leur inquiétude. Des quantités de leurs plantations du tubercule ont pourri. C'est le cas de Haouchine Farid, producteur de la pomme de terre de semence et de consommation. Propriétaire de 160 hectares à travers les wilayas d'Alger, Blida et Boumerdès, cet agriculteur se plaint, lui aussi, du manque de main-d'œuvre. «D'habitude, ce sont les travailleurs qui viennent solliciter du travail dans les exploitations agricoles. Aujourd'hui, c'est nous les agriculteurs qui allons à leur recherche mais en vain. Même à des salaires élevés, nous

n'avons pas pu en trouver», dit-il. D'ailleurs, il affirme que cette année, la récolte d'un hectare de pomme de terre lui a coûté 80 000 dinars. Un coût qui, selon lui, relève du «jamais vu». Toutefois, il n'a pas été épargné par les pertes. «Entre la pomme de terre restée pourrie sous terre et celle endommagée lors de la récolte, nous avons enregistré une perte de 8%», précise-t-il avant de préconiser d'aller vers la mécanisation. «Si nous continuons ainsi, nous serons obligés d'abandonner», assure-t-il.

A Djelfa, un autre agriculteur a dû abandonner 50 hectares d'oliviers pour la même raison. Par manque de main-d'œuvre, cet oléiculteur n'a trouvé d'autre solution que de faire appel à sa famille pour la cueillette en janvier dernier. Seuls 30 hectares ont été récoltés et le reste a été perdu.

Le Comité interprofessionnel plaide pour la mécanisation de la filière

Le président du Comité national interprofessionnel de la pomme de terre, Bachir Seraoui, a, de son



Photo : DR.

côté, affirmé que certaines wilayas enregistrent un retard sur la récolte et aussi la plantation du tubercule.

«La main-d'œuvre manque énormément et les fellahs ont dû abandonner une importante quantité de leur récolte sous la terre. Ils ont subi entre 5 à 30% de pertes», explique-t-il. D'ailleurs, poursuit-il, «même si la pomme de terre ne pourrit pas, la garder plus longtemps sous le sol alors qu'elle est

prête à être récoltée lui fait perdre de sa qualité». Selon lui, certains agriculteurs ont même revu leurs plantations à la baisse.

Le manque de main-d'œuvre affecte également les récoltes des céréales, de tomate, de pastèque et autres fruits. Un énorme problème qu'il suggère d'«alléger» grâce à la mécanisation.

«Nous avons plus de cent mille hectares de plantations de pomme de terre à l'échelle nationale dont

la récolte se fait dans 70% à la main», précise-t-il.

Pour lui, la mécanisation permet de gagner du temps et d'alimenter le marché avec une nouvelle production. Et d'expliquer : «La récolte d'un hectare de pomme de terre à la main prend entre 10 et 12 jours de travail sans compter les pertes et les dommages causés sur les tubercules. Contrairement à la mécanisation qui, elle, ne dure que deux à trois jours pour la récolte de 10 hectares de pomme de terre, et ce sans pertes.»

Toutefois, il estime que l'Algérie est «très en retard» sur le plan de la mécanisation, son introduction et sa généralisation chez les agriculteurs.

«Certes, certaines exploitations agricoles ont intégré la mécanisation mais seuls les grands propriétaires ont pu le faire. Les petits agriculteurs, eux, ne peuvent pas se le permettre», précise-t-il.

Il suggère ainsi, un accompagnement plus «sérieux» de l'Etat pour les agriculteurs. «Il faut que l'Etat intervienne à travers la création d'une filière mécanisation», dit-il encore avant de préciser que cette technique n'exclura en aucun cas une main-d'œuvre «accompagnatrice et qualifiée».

R. N.